

Charles Akande, rédacteur

Survole des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Simple comme zéro

Prenant la parole lors d'un petit déjeuner-rencontre organisé par la Washington International Trade Association (WITA), l'ambassadeur à Genève, M. Peter Allgeier, a exposé sa recette pour un accord de Doha réussi en 2010, qui s'articule autour de trois éléments essentiels : que les pays en développement émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil renoncent à utiliser les flexibilités dans l'AMNA et à recourir à la réduction zéro des droits dans la disposition portant sur les produits spéciaux (le projet de texte des modalités actuel accorde zéro réduction pour 5 % des lignes tarifaires); que les États-Unis abandonnent la remise à zéro en antidumping; et que l'UE renonce à ce que les IG s'appliquent au-delà du vin et des spiritueux. Cette proposition a la beauté propre à la simplicité, comme l'a formulé l'un des initiés, mais il est peu probable que l'un quelconque de ces trois pays (ou groupes de pays) accepte de s'engager dans cette voie.

Conseil général

S'adressant à l'ensemble des membres lors de la réunion du Conseil général du 17 novembre, le directeur général, M. Pascal Lamy, a déclaré aux délégués que dans l'ensemble, peu de progrès ont été accomplis depuis que les pourparlers se sont effondrés en juillet 2008. « Au cours de l'année écoulée, des progrès certes modestes mais des progrès tout de même ont été enregistrés dans tous les domaines des négociations, même s'ils sont de nature différente », a-t-il indiqué. « Dans certains cas, il s'est agi d'une meilleure compréhension des positions », mais dans certains autres secteurs, notamment la facilitation des échanges, « il y a eu des progrès tangibles » qui sont « sur le point d'être concrétisés dans un projet de texte de négociation », a prétendu M. Lamy.

Quoiqu'il en soit, le DG a admis que les membres devront examiner sans complaisance à quel point les choses en seront rendues au début de l'année prochaine, s'ils souhaitent conclure le Cycle en 2010. Épluchant chaque secteur en cours de négociation, M. Lamy s'est félicité du « travail utile » accompli par le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, à l'égard des modèles devant être utilisés pour l'établissement des listes ainsi que des questions ayant trait au projet de modalités, notamment le coton, les produits sensibles, le plafonnement tarifaire, l'accroissement des CT et la simplification des tarifs. Le DG est persuadé que les consultations sur l'agriculture actuelles recueillent le soutien de l'ensemble des membres et, si la « volonté politique » existe, pourraient aboutir à un accord sur les modalités en 2010.

Le DG était cependant moins optimiste au sujet de l'AMNA, affirmant que bien qu'un temps considérable ait été consacré au problème des barrières non tarifaires (BNT), le progrès réalisé à l'égard de ce qui constitue actuellement la principale pierre d'achoppement dans le secteur des négociations (c.-à-d. les initiatives sectorielles) a été « subliminal ».

M. Lamy a également évoqué la prochaine 7^e Conférence ministérielle qui se déroulera pendant la semaine du 30 novembre, en martelant que sa réussite sera importante pour donner le ton aux autres négociations multilatérales qui auront lieu prochainement – et plus particulièrement au Sommet sur le changement climatique de Copenhague.

Semaine de l'agriculture

Après une semaine de consultations sur l'agriculture consacrées principalement au problème de l'accès aux marchés des pays en développement, le président, M. Walker, a déclaré à l'ensemble des membres qu'il a perçu quelques signes timides de progrès lors des pourparlers sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Le président a également déclaré être satisfait des progrès qui sont réalisés continuellement lors des pourparlers sur les modèles, au cours desquels un certain nombre de nouveaux documents, conçus pour être utilisés lors de l'établissement des formules en blanc, ont été diffusés officieusement.

Les fonctionnaires ont déclaré que les membres passaient à présent de la première étape de la tâche (déterminer ce dont on a besoin) à la deuxième (concevoir les formulaires qui contiendront finalement les engagements à l'égard des tarifs et des subventions émanant de ces négociations), mais quelques problèmes doivent encore être résolus. Le groupe est prêt à poursuivre les pourparlers pendant la semaine du 7 décembre.

Consultations sur les modalités

Pendant la semaine, M. Walker a également tenu des consultations en privé avec certaines délégations au sujet des produits spéciaux, du mécanisme de sauvegarde spéciale, des produits tropicaux et des préférences.

Selon un fonctionnaire, on a réalisé les progrès les plus importants à l'égard du MSS, M. Walker ayant déclaré qu'il était manifeste que les membres ont analysé la proposition sur le plan technique. En fait, les membres, y compris l'Inde, ont accepté d'entreprendre une analyse supplémentaire des conséquences véritables du MSS, et plus particulièrement de la façon de calculer la période de base à partir de laquelle le ralentissement de l'augmentation subite des importations est mesuré, ont déclaré des sources. Cependant, M. Walker a signalé que les positions au sujet d'autres problèmes de traitement spécial et différencié restent partagées, particulièrement à l'égard du nombre de produits spéciaux (PS) que les pays en développement peuvent sélectionner.

Le projet de modalités du 8 décembre stipule que les pays en développement auront le droit de sélectionner 12 % de leurs lignes tarifaires comme PS, 5 % étant exemptés de la réduction tarifaire. À présent, un certain nombre de pays, parmi lesquels la Malaisie, la Thaïlande et le Costa Rica, se sont dits inquiets que certains produits puissent ne faire l'objet d'aucune réduction du tout. On a rapporté que des pays en développement émergents, notamment le Brésil, l'Inde et la Chine, ont tous déclaré que cette question a déjà été stabilisée.

M. Walker a également affirmé avoir entendu que certains membres étaient à la veille de s'entendre sur les produits tropicaux, mais n'étaient pas tout à fait prêts à présenter de nouveau la question à l'ensemble des membres. Ceci concerne en partie les bananes, car l'UE et les cinq pays d'Amérique latine, en l'occurrence la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala et le Panama, ont déclaré être à deux doigts de parvenir à une entente dans leur différend sur les bananes. Dans le cadre de l'accord, le tarif de l'UE sera réduit de 176 euros à 114 euros la tonne sur huit ans. En échange, les pays d'Amérique latine permettront à l'UE de continuer d'accorder l'accès aux marchés en franchise aux pays ACP. Les deux parties débattent encore de quelle façon les réductions seront mises en œuvre.

Entre-temps, l'Inde a affirmé que les bananes devraient être traitées comme une question distincte des produits tropicaux et des préférences lors des négociations sur l'agriculture. Les membres devraient poursuivre leurs pourparlers à ce sujet, ainsi qu'au sujet des PS et du MSS pendant la semaine du 7 décembre.

Prochains événements

- Réunion des hauts fonctionnaires, semaines du 23 au 27 novembre, du 14 au 16 décembre
- 7^e Conférence ministérielle de l'OMC, 30 novembre-2 décembre 2009
- Conseil général, 17-18 décembre 2009
- Séance ordinaire du Comité de l'agriculture, 1^{er}-2 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Poultry Producers
of Canada
Les Producteurs de poulet
du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



CANADIAN HATCHING EGG
PRODUCERS
Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada